

Brochure n° 3137

Convention collective nationale

IDCC : 614. – **INDUSTRIES DE LA SÉRIGRAPHIE
ET DES PROCÉDÉS D'IMPRESSION NUMÉRIQUE CONNEXES**

**ACCORD DU 10 DÉCEMBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2009**

NOR : *ASET0950183M*

IDCC : *614*

Consécutivement à la présentation des données socio-économique de la branche et à la négociation annuelle relative aux salaires minima conventionnels, les parties signataires décident de revaloriser les salaires mensuels minima conventionnels tels que résultant de l'accord professionnel du 10 février 2005.

Elles entendent insister sur les principes généraux d'égalité qui doivent guider les politiques de rémunération.

A cet effet, elles rappellent tout particulièrement que conformément au code du travail :

- les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre hommes et femmes ;
- les différents éléments composant la rémunération doivent être établis selon des normes identiques pour les hommes et pour les femmes.

Article 1^{er}

Revalorisation des salaires minima

Les salaires mensuels minima conventionnels visés par l'accord sur les classifications professionnelles du 13 juin 2003 sont revalorisés comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2009.

(En euros.)

POSITION	SALAIRE MENSUEL
A	1 322
B	1 366
C	1 456
D	1 599
E	1 768
F	1 982
G	2 186
H	2 614
I	3 147

Article 2

Clause de revoyure

Compte tenu d'une situation difficile à anticiper pour l'année 2009, il est convenu qu'à compter du 1^{er} février 2009 et jusqu'au 31 décembre 2009, la délégation patronale organisera une réunion paritaire sur les salaires mensuels minima conventionnels dans un délai maximum de 15 jours suivant chaque confirmation de revalorisation du SMIC.

Article 3

Procédure de dépôt et d'extension

Le présent accord fera l'objet de la même publicité que la convention collective nationale. Il sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail.

La partie patronale s'emploiera à obtenir son extension, conformément à la législation en vigueur.

Fait à Paris, le 10 décembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

GPSF.

Syndicats de salariés :

FILPAC-CGT ;

Fédération de la communication CFDT ;

Fédération du livre FO ;

Fédération française des syndicats de la communication écrite, graphique et audiovisuelle CFTC ;

CFE-CGC.